

Périodique

REFLEXIONS

POUR UN MOUVEMENT

REVOLUTIONNAIRE MODERNE

« Réflexions » a pour but d'inciter les progressistes à la réflexion. Les articles que nous publions sont des contributions pour en susciter d'autres. N'hésitez pas à nous écrire.

Sommaire

P1 Edito.

P2 L'avenir du PCF.

P3 L'impasse d'une stratégie.

P5 Réflexions sur la stratégie de la CGT !

P6 Une occasion manquée

P7 A quoi sert le Grenelle de l'environnement.

P8 Palestine : Un ou deux états ?

Edito :

La crise financière se transforme en récession. Les salariés sont jetés à la rue comme des malpropres. Pourquoi le capital se gênerait-il ? Il n'y a aucune opposition politique crédible qui remette en cause la politique du gouvernement. L'UMP a subi un très sérieux revers aux élections municipales et cantonales. Cela n'a pas empêché le gouvernement de continuer à désocialiser les richesses au profit de l'accumulation du capital. Ce recul n'a pas profité pas au FN qui continue son déclin. Le PS a été le gagnant de ces élections, mais par défaut, l'abstention n'ayant jamais été aussi forte pour ces élections depuis 1959. Le PS vient d'être le lieu d'un affrontement entre deux stratégies d'accompagnement des forces dominantes. Le PCF a stoppé son déclin là où il s'est présenté sous ses couleurs, mais sa Direction est incapable de sortir d'une stratégie d'alliance au sommet. Le NPA essaye de capitaliser le rejet des politiques politiciennes, mais en reste au clivage droite/gauche et n'a aucune proposition alternative.

Le pays est en crise politique. Les salariés, les retraités, tous ceux qui subissent la politique anti sociale du gouvernement n'ont aucune perspective politique. Les Français se détournent des partis

dont les préoccupations sont éloignées de leurs problèmes quotidiens.

Pendant ce temps, le gouvernement continue d'œuvrer en faveur du capital, les mesures ne cessent de tomber qui assujettissent encore plus le salarié à son employeur, qui diminuent encore plus les dépenses sociales de l'Etat, déshumanisant encore plus la société. L'espoir vient des luttes, elles concernent tous les secteurs d'activité et portent notamment sur le rapport central capital/travail : les salaires. Les luttes ne sont pas en soutien à une coalition politique. Les salariés n'ont pas l'illusion que la venue au pouvoir de tel parti ou telle coalition solutionnera l'emploi, le problème des salaires etc... C'est un mouvement social indépendant des partis politiques qui est en train de grandir. Ce mouvement se développe malgré la politique d'accompagnement des confédérations et fédérations syndicales. La CGT confédérale brille par son atonie, embringuée dans la stratégie du syndicalisme rassemblée, l'équivalent syndical de l'Union de la gauche, elle ne prend aucune initiative visant à la convergence des luttes sectorielles.

Malgré les partis politiques, malgré les Directions syndicales confédérales, les luttes se développent menées le plus souvent à la base par les syndicats de la CGT. Dans cette situation complexe, les luttes finiront-elles par converger et déboucher sur un

mouvement massif comme ceux de 1936, 1968, ou la désespérance, la résignation seront-elles les plus fortes ? Dans l'état actuel du rapport des forces un mouvement social de grande ampleur est seul

susceptible de réorienter les richesses dans le sens du travail et d'ouvrir des perspectives politiques.

Réflexions

L'opération Mélenchon

Ouf, les tenants de l'Union de la gauche ont trouvé une bouée de sauvetage, Jean Luc Mélenchon !

Ce dernier vient de créer un nouveau parti appelé « parti de la gauche », comme c'est original ! Le créneau qui sent la naphthaline est déjà bien occupé. Les orphelins du rassemblement anti-libéral ne seront pas dépayés, Clémentine Autin est du voyage. Bové n'est plus là, le plus antilibéral des antilibéraux fait maintenant équipe avec l'ultralibéral ultra-européen D Cohn Bendit.

La Direction du PCF a décidé de la stratégie électorale pour les européennes, avant le congrès qui est censé élaborer une orientation ! Jamais les adhérents n'ont été autant méprisés. Pour décider de quoi mais de faire un front avec... Mélenchon. MB Buffet (mandatée par qui ?) a rencontré JL Mélenchon et comme pour le rassemblement anti libéral tout le monde est d'accord sur tout. Il n'y a donc aucune raison de ne pas constituer un front pour les élections. Pour JL Mélenchon « le front est une première étape, après... on verra ! ». MB Buffet est d'accord « après...on verra ». La stratégie de Mélenchon offre à la Direction du PCF l'opportunité de liquider le Parti. Les deux Partis sont peu différents ; pas d'activité de masse, verbiage contestataire, discours très proche tout incite à ce qu'à terme ils fusionnent. Qui sera le

maître d'œuvre de la fusion sera peut être le seul problème ? mais Mélenchon a un avantage, le nom de son parti qui symbolise la politique du PCF. Le PCF disparaîtrait dans le parti de la gauche. La présence d'Oskar Lafontaine, le dirigeant social démocrate Allemand au congrès du Parti de la gauche, révèle la nature de l'opération en cours : la création d'un Die Linke à la française. Würtz, Gaysot, M Laurent et d'autres y travaillent depuis longtemps. Les communistes, constitueraient un sous groupe au sein de ce parti. N'est ce pas ce qui s'est passé en Allemagne avec Die Linke ? Une fusion d'appareils sans débats théoriques, avec au final un parti attrape tout sans unité idéologique, n'est ce pas le principe même d'un parti social-démocrate ? Ainsi, Mélenchon serait l'unificateur des communistes !

Au sein de la Direction ou plutôt de ce qu'il en reste, les divergences portent sur la vitesse du processus. Certains voudraient que cela se fasse en douceur afin de heurter le moins possible la culture communiste qui subsiste dans le Parti, d'autres n'ayant que faire de ces atermoiements veulent aller vite, ce d'autant que le renforcement du mouvement de lutte risque de rendre difficile cette opération d'appareil.

GM

L'avenir du PCF

Les élections cantonales et municipales ont été pour les communistes riches d'enseignement. Il n'y eut aucune campagne nationale pour ces élections. Chacun faisait comme il voulait. Partout où le PCF s'est présenté avec son identité et un contenu politique, il a progressé et ceci quelque soit son implantation. Ailleurs, il s'est dilué dès le premier tour dans des listes sociale-démocrates incluant ou non le MODEM continuant la stratégie d'effacement imprimée par l'actuelle Direction nationale, J Cl Gaysot fidèle lansquenet de G

Freche, soutenu par la Direction fédérale de l'Hérault, appelant même à voter PS à Béziers contre la liste présentée par la section du Parti.

Contrairement aux affirmations des liquidateurs du Conseil national, le sigle PCF n'est pas un boulet et le vote communiste n'est pas un vote de nostalgie. Partout où il a progressé, il a fallu aller chercher les suffrages des électeurs. Le progrès du Parti est le résultat d'une bataille politique qui a été menée à la base qui a permis de retisser des liens distendus depuis fort longtemps avec l'électorat. Cette bataille, la Direction nationale ne la mène plus

depuis longtemps,. Les Français veulent que les partis politiques prennent en compte leur énormes difficultés de vie, qu'ils soient porteurs de leurs problèmes, ils se moquent de savoir si c'est l'UMP, le PS, le PCF qui va le faire pourvu qu'il y en ait un qui le fasse. Bien sur ce ne peut être que le PCF, encore faut il qu'il sorte de l'Union de la gauche, c'est la condition sine qua non. Mais le chemin sera long pour sortir de cette ornière stratégique.

L'OPA menée par le PS dans le Val de Marne et la Seine Saint Denis a en partie réussi. S'il a échoué dans le Val de Marne, le PS a pris au PCF le conseil général du 93. Il ne semble pas que la Direction du Parti en tienne rigueur au PS, pourtant la campagne électorale fut sévère. Pas d'esprit de revanche a dit MG Buffet ! Le PS bon prince a contenté le PCF en lui donnant quelques lots de consolation au Conseil général. Pour le Val de Marne ce n'est que Parti remise, rendez vous pour les prochaines cantonales dans 3 ans. Le succès du PS en Seine Saint Denis est la conséquence de la stratégie du Parti dans ce département. Michel Laurent a dirigé la fédération pendant plusieurs années, c'est bien lui qui dirige « l'Atelier » cette structure informelle composée de communistes et de non communistes visant à faire évoluer (*traduire liquider*) le Parti !! C'est bien dans ce département qu'officiant Braouzec et d'autres élus qui se sont commis avec J Bové, le Savonarole de la campagne, sans oublier MG Buffet qui avait refusé de porter le sigle PCF pour l'élection présidentielle. A telle enseigne qu'il y avait deux groupes communistes au Conseil Général !!

Reconquête d'un coté, effacement et absorption par la sociale démocratie de l'autre. **Le problème est que les tenants de l'effacement sont majoritaires au Conseil national !** On peut toujours leur rétorquer que si le PCF est si dépassé qu'attendent ils pour le quitter pour aller vers d'autres rivages ! N'est pas « camarades » Gaysot, Wurtz, Braouzec, Zarka, etc... Il leur faut rester dans le Parti, sans lui ils ne peuvent être élus, et infléchir de plus en plus la ligne opportuniste de la Direction. Les résultats des élections les obligent à garder le nom du Parti. De fait la bataille pour le congrès devrait porter sur l'orientation, mais faisons confiance à la Direction pour qu'il n'en soit pas ainsi.

Lénine disait en 1923 à Monmousseau « *La transformation du vieux type de parti européen parlementaire, réformiste à l'œuvre et légèrement coloré d'une teinte révolutionnaire, en un nouveau type, vraiment communiste, est chose extraordinairement difficile, c'est certainement en France que cette difficulté apparaît le plus nettement* » il poursuivait « *Si les ouvriers révolutionnaires comme vous entraînent au Parti*

communiste, vous le changeriez. Il deviendra un parti prolétarien, il ne sera plus dirigé par des politiciens. Il n'y a que vous qui puissiez faire cela ». Monmousseau, leader syndicaliste révolutionnaire, adhéra au PCF.

La description par Lénine du jeune PCF est tout à fait transposable au PCF actuel. Le PCF n'existe plus qu'à travers ses élus. Il ne vise plus à conquérir des sièges mais à les garder. N'est ce pas ce qui définit un parti social démocrate ? Comme le PCF n'a plus aucun lien avec le salariat, ses revenus viennent de ses élus. En conséquence c'est eux qui déterminent la stratégie. Comme du temps des féodaux, quand le pouvoir central est affaibli ces derniers jugent qu'ils n'ont pas de compte à lui rendre. Bien entendu, tous les élus ne sont pas ainsi, mais la stratégie mène à cela. L'électoratisme est devenu la ligne de conduite, il n'y a plus aucune analyse théorique, le PCF ne cesse d'accompagner tout ce qui est un tant soit peu contestataire quelque soit le contenu. Ce qui l'amène dans la fange de l'obscurantisme. Après avoir été le porte parole d'Attac, il est en train de devenir sans aucune honte le porte parole des associations environnementalistes ! **Jusqu'ou ira-t-il dans cette déchéance ?** Le fiasco de Bertinotti en Italie avec son alliance Arc en Ciel devrait éclairer sur l'avenir du PCF à persévérer dans l'opportunisme. Mais pour sortir de l'Union de la Gauche encore faut-il avoir une perspective à proposer ! Parler de dépassement du capitalisme ne mange pas de pain, quelle autre société construire en lieu et place du capitalisme ? Aborder cette question amène immédiatement à s'interroger sur les raisons de l'effondrement du socialisme, sujet que l'on se refuse à aborder. Hormis des vœux pieux et des lieux communs, le PCF n'a aucun projet politique à proposer. Il ne lui reste que l'alliance avec la social-démocratie pour se maintenir à flot.

La conclusion s'impose, pour que le PCF redevienne un Parti communiste, il faut que les élus soient subordonnés au Parti, en plagiant Lénine dans son adresse à Monmousseau, je dirais « *Si les salariés ayant une conscience de classe entraînent au parti communiste, ils le changeraient. Il deviendrait un parti prolétarien (de ceux qui vivent en vendant leur force de travail), il ne sera plus dirigé par des politiciens, il n'y a qu'eux qui puissent faire cela* ». C'est tout l'enjeu de la bataille en cours à l'intérieur du Parti entre ceux qui dans l'appareil national et les fédérations veulent poursuivre l'orientation sociale-démocrate à l'ombre du PS et ceux qui veulent le réorienter sur le chemin de la lutte de classe.

Gilles Mercier

L'Impasse d'une stratégie

Nous terminions notre article sur le réformisme dans le N°57 de notre revue par cette interrogation concernant l'après 1958. « Comment alors un Parti communiste dominant la vie politique française a-t-il pu sur une période de 40 ans être laminé et un parti socialiste discrédité a-t-il pu se régénérer et devenir l'alternative politique crédible de la bourgeoisie ? ». C'est ce à quoi nous allons essayer de répondre dans le texte qui suit.

Avec la Ve République la bourgeoisie dispose du moyen d'une hégémonie qu'elle n'exerçait plus depuis 1934. Il lui a fallu plus de 10 ans pour renverser le rapport des forces issu de la Libération. Mais les puissantes organisations de lutte que sont le PCF et la CGT étaient toujours en place. De Gaulle permit à la bourgeoisie de disputer au PCF les thèmes d'indépendance nationale et de grandeur française. La mainmise du capital sur l'exécutif a élargi l'assise de l'exploitation, obligeant la SFIO à s'engager dans l'opposition. A la fin de l'année 1962, le PCF affirmait que les convergences entre les programmes communistes et socialistes étaient désormais suffisantes pour l'emporter sur les divergences qui portaient sur le pacte atlantique et le marché commun. Afin de constituer une alternative politique au gaullisme le PCF mit de côté ce qui divisait afin de ne retenir que ce qui unissait. Mais ce qui divisait portait sur l'essentiel, la nature de classe de la société, les richesses devaient elles être socialisées ou servir à l'accumulation du capital ? Le PCF était incapable et l'est toujours de sortir de ce tête à tête avec la social-démocratie. Il était d'autant moins capable qu'il s'était refusé dans les années 50 à un approfondissement de la théorie. Il s'en était tenu en dépit du bon sens à la paupérisation absolue, il avait refusé d'amorcer une analyse théorique du stalinisme que le XXe congrès du PCUS s'était contenté de dénoncer. Cette attitude de fermeture avait provoqué une crise de confiance des intellectuels. Le PCF a sacrifié toute analyse aux impératifs de l'union avec le partenaire incontournable qu'est pour lui le PS. Délaissant l'analyse théorique le PCF a été toujours en difficulté dans son affrontement avec l'Etat. Il s'est révélé incapable (excepté en 1985 au XXVe congrès) d'élaborer une stratégie autonome d'appropriation de l'Etat. Il a été en permanence en recherche d'alliés pour définir la stratégie. Cette dernière a toujours été la même ; obliger par le

mouvement de lutte la social-démocratie à conclure des accords et à les respecter. Le PCF s'est retrouvé avec le PS comme Sisyphe avec son rocher et s'est toujours refusé à tirer un quelconque enseignement. La social démocratie n'a à ce jour jamais été analysée, cette notion de gauche que l'on nous présente comme un principe politique intangible non plus. Hormis l'Union, point de salut, il s'est toujours agi au fond de refaire 1936 mais en mieux, c'est à dire d'empêcher le PS de dériver sinon de « trahir ».

La SFIO doucement mais sûrement périlclitait. Sa participation dans les années 50 à des gouvernements antisociaux, son implication dans la guerre d'Algérie et dans la naissance de la Ve République avaient rendu peu crédible son opposition au Gaullisme et ses recherches d'alliances avec les mouvements centristes rappelaient trop la IVe République. Compte tenu de l'accroissement du mécontentement, des mouvements socio-démocrates naquirent afin de ne pas laisser au seul PCF le monopole de la lutte contre la politique anti-sociale du pouvoir. Ces mouvements se fédéreront en 1965 au sein de la FGDS avec la SFIO vieillissante. Afin d'empêcher un rapprochement PS-centre, le PCF apporta son soutien à la candidature de F Mitterand qui à l'époque ne représentait que lui-même pour l'élection présidentielle de 1965. Il s'agissait « de favoriser la réalisation de l'union des forces ouvrières et démocratiques ». En 1964, le PCF avait à son congrès proposé d'unir la gauche sur un programme commun.

Les partis de la 3^e force avaient été laminés par le gaullisme qui occupait la totalité du terrain politique couvert autrefois par ces derniers, en leur substituant un réformisme d'Etat. Le PCF était la seule force capable de capitaliser le mécontentement engendré par les restructurations de la société nécessaires au capital. Cette crédibilité, le PCF l'avait acquise par la constance de ses positions contre la guerre d'Algérie, contre la Ve république et son rôle déterminant dans la constitution d'une opposition crédible au gaullisme. Pour la Direction du Parti la remontée de son influence électorale validait sa stratégie d'alliance visant à constituer une perspective politique au gaullisme. Mais des changements en profondeurs étaient en train de modeler la société bien au-delà de la seule classe ouvrière. Le salariat se transformait, avec le développement du capitalisme d'Etat structuré par le gaullisme, les services publics étaient en

croissance, la production intégrait des fonctions de plus en plus qualifiées qui minoraient le poids des ouvriers professionnels, l'internationalisation de la production matérialisée par le Marché Commun était accompagnée du développement du salariat des banques, des assurances, des transports. L'extension de la sphère capitaliste à l'ensemble de la société entraînait l'exode rural, la déstructuration des sociétés locales, la salarisation massive de nouvelles catégories dont les femmes, qui découvraient l'exploitation et par voie de conséquence la crise de la famille traditionnelle. Prisonnier de son ouvriérisme le PCF fut incapable de fédérer ces forces qui vont se libérer lors de la crise du gaullisme. En 1936, dans l'alliance défensive contre le fascisme qu'avait initiée le PCF les catégories non ouvrières représentées par le PS et le Parti radical gardaient leur autonomie. Il ne s'agissait pas de prendre l'Etat. La donne était totalement différente après la chute de de Gaulle. Il s'agissait de constituer une majorité pérenne pour gouverner l'Etat. Les nouvelles couches salariées ne se reconnaissaient pas dans le modèle de la classe ouvrière du PCF, celui des ouvriers professionnels, elles n'étaient pas disposés à en accepter l'hégémonie, elles voulaient affirmer leur propre rôle. Ceci d'autant qu'elles exerçaient des fonctions intégrant une part de plus en plus grande de conception. C'est la CFDT au plan syndical qui capta ce nouveau salariat. Le thème de l'autogestion avancée par la CFDT traduisait l'aspiration de ces catégories à intervenir dans les processus de travail. La crise et la disparition du gaullisme fit perdre au PCF la légitimité qu'il avait acquise pour exercer le rôle dirigeant dans la lutte contre le pouvoir politique, elle a libéré les forces réformistes bâillonnées par le réformiste d'Etat du gaullisme. Ainsi le PCF perdit la maîtrise des solutions politiques qu'il cherchait à définir. Ces nouvelles catégories de salariés ont été aspirées par les nouveaux courants du réformisme qui se sont constituées en marge de la SFIO durant les années 1960 (gauchisme, réformisme chrétien et technocratique). La deuxième gauche représentée par la CFDT, le PSU va concurrencer la CGT et le PCF sur le terrain de la contestation sociale. L'idéologie de la deuxième gauche contestataire et technocratique qui visait à améliorer le capitalisme rencontra un certain succès dans les nouvelles catégories salariales délaissées par le PCF car considérées par définition comme non révolutionnaires. Succès d'autant plus fort que l'essoufflement du socialisme en hypothéquait l'idée même. Le désir de changement face à la crise sociale a contraint la social-démocratie à venir sur le terrain du PCF. Le fiasco du tandem Defferre

Mendès à la présidentielle de 1969 confirma le PS dans la nécessité de se transformer pour contourner le PCF dans la contestation de la société. Changer pour ne rien changer ! Le PS relooké en signant le Programme Commun de Gouvernement (PCG) put capitaliser à son profit les forces sociales que le PCF avait délaissées. Le piège se referma sur le PCF. Le PCF et le PS ont signé le PCG pour des motifs différents. Pour le PCF, le PCG était la condition du changement, pour le PS il était le moyen d'accéder au pouvoir tout en réduisant l'influence du PCF. Le PCG ne servait que de produit d'appel pour le PS. Son contenu devait être le moins contraignant possible, de façon à ce qu'une fois arrivé au pouvoir, le PCF serve de caution et d'otage pour gérer la crise. La crise de suraccumulation du capital apparue au milieu des années 70 obligeait à une refonte du programme commun. Les socialistes n'en avaient cure, le PCG les empêchait de voler leurs propres ailes. L'urgence du changement était telle qu'elle éludait la question du contenu. Les modalités électorales (scrutin majoritaire à deux tours) confortaient le vote utile que le PCF avait alimenté en s'effaçant aux élections présidentielles de 1965 et de 1974. La majorité du salariat désirait le changement, l'union, mais sans les réformes profondes de la société capitaliste que ce changement exigeait. Le PCF ne fut pas compris dans le débat sur la réactualisation. La rupture lui fut imputée. Débarrassé du PCG, le PS allait pouvoir bénéficier du courant réformiste que lui et la deuxième gauche n'avait cessé d'alimenter.

C'est la stratégie qui sous tendait le PCG qui est en cause, celle de l'alliance privilégiée avec le PS sans laquelle le PCF se considérait dans l'incapacité de conquérir l'Etat. Cette stratégie réduisait le mouvement de lutte à un soutien aux accords de sommets. Confiné à une fonction de soutien, le mouvement de lutte était bridé maintenu dans l'illusion du caractère transformateur de la social-démocratie.

L'avenir du PCF est dans l'abandon définitif de toute démarche programmatique. Le mouvement de lutte doit être l'acteur du changement politique. Les accords doivent être traités au cas par cas, ils ne sont qu'un moyen et non une fin en soi. Cette stratégie oblige le PCF à être l'acteur des luttes. Pour cela, il doit avoir l'ambition d'être le parti de tous les salariés. Parti de tous les salariés, il aura l'ambition de rassembler le peuple de France. Le développement du mouvement de lutte sur des objectifs anti capitalistes concrets structurera l'ensemble de la vie politique et déterminera le contenu des éventuelles alliances.

Une occasion manquée

La résolution du 25e congrès du PCF (avril 1985) affirmait « ... Tirant les leçons de l'expérience, nous voulons dépasser une démarche d'alliance liée à notre politique d'accord de sommet qui a été le plus souvent perçue comme un appel au ralliement à la classe ouvrière, ou comme la recherche d'un compromis au rabais poussant à plus tard le dépassement des contradictions et la solution des problèmes de fond de la crise. Nous proposons un nouveau rassemblement de toutes les forces du travail et de la création, dans la clarté et l'efficacité.

Ce rassemblement se forgera dans la vie, dans l'action, dans une multitude d'initiatives décentralisées, permettant la mise en mouvement de millions d'hommes et de femmes, de jeunes, sur des problèmes qui dans chaque cas, concernent un certain nombre d'entre eux et les conduit à s'unir, même s'ils gardent par ailleurs des différences d'intérêts ou sont animés par des convictions philosophiques, politiques ou religieuses diverses. Face aux problèmes de la vie, nous nous adressons à toutes les couches pour rechercher dans chaque cas les solidarités ; les convergences autour de solutions positives permettant l'action commune. Dans ce cadre, nous intensifierons nos efforts vers les employés, techniciens, ingénieurs, cadres. Nous envisageons ainsi un rassemblement populaire multiforme, différencié, aux frontières souples.

Nous ne cherchons donc pas à réaliser un rassemblement hétéroclite de mécontents. Nous nous donnons pour but un nouveau rassemblement populaire majoritaire, porteur d'une politique capable de sortir de pays de la crise, d'une ampleur telle qu'il devrait aller bien au-delà des majorités politiques de gauche qui ont existé dans le passé.

Nous le considérons comme possible, précisément parce que la crise pose à des millions d'hommes et de femmes des problèmes auxquels ils doivent trouver des réponses neuves et parce que nous ne mutilerons pas notre démarche par la recherche prioritaire d'un accord au sommet entre le Parti socialiste et le Parti communiste »

Cette stratégie ne fut jamais mise en œuvre. G Marchais déclarait à Y Mourousi à la fête de l'Humanité en septembre 1986 « ce que nous voulons... c'est l'union, l'union de la gauche ». Pourquoi être retourné à une stratégie dénoncée une année auparavant ? Si la Direction du PCF avait eu le courage de persévérer dans sa stratégie réellement novatrice, le mouvement révolutionnaire ne serait pas dans un tel état de déserrance.

Réflexions

Réflexions sur la stratégie de la CGT

La CGT joue un rôle important dans les luttes sociales. Tous les observateurs peuvent constater que ses militants sont massivement présents dans les grandes mobilisations régionales et nationales. Elle est le principal support des salariés sans papiers en grève. On pourrait multiplier les exemples.

Pourtant, la stratégie syndicale de la Direction confédérale de la CGT est fondée sur la recherche du compromis avec le pouvoir politique et le patronat en évitant au maximum le recours aux luttes. Certains qualifient cette attitude de « réformiste » mais l'expression n'étant pas comprise par tout le monde et étant sentie comme une injure, je ne l'utiliserai pas. Ce que j'aimerais, c'est d'abord faire sentir à un maximum de lecteurs, que la CGT a vraiment fait le choix de réduire le plus possible le recours aux luttes, sans bien sûr que les luttes puissent être complètement évitées.

Je m'arrêterai sur deux exemples qui illustrent selon moi très clairement l'orientation de la Confédération CGT.

En premier lieu, penchons-nous sur la bataille contre la loi Fillon sur les retraites. Dans l'année qui a précédé l'adoption de cette loi, la CGT, malgré les appels de nombreux de ses militants et de ses syndicats, a retardé pendant plusieurs mois l'appel confédéral à l'action pour attendre que la direction de la CFDT décide de participer à l'action. La mobilisation tardive conduisait à n'exercer qu'une pression de courte durée sur le pouvoir et de plus la « trahison » de la CFDT, à la fin des consultations avec le gouvernement, était prévisible et pronostiquée depuis longtemps par de nombreux militants et observateurs. Il est difficile de croire que la direction confédérale de la CGT soit aussi naïve ! Les mobilisations finales ont été relativement faibles

car beaucoup de salariés ne croyaient plus au succès de la lutte dans ces conditions.

En second lieu, examinons la bataille des régimes spéciaux de retraite. Depuis le début des discussions, la CGT exigeait à juste titre l'ouverture d'une négociation avec le gouvernement sur l'ensemble des régimes spéciaux. C'était un point fondamental puisque c'est le gouvernement qui exigeait que la durée de cotisation passe de 37,5 années à 40 années. De son côté, le gouvernement poussait à des négociations par entreprise car les entreprises concernées, dont le patron est le gouvernement, ne pouvaient pas négocier sur la durée de cotisation mais seulement sur des mesures de compensation. Devant la résistance gouvernementale, les salariés concernés ont décidé la grève. La veille du début de la grève, quelle surprise ! La CGT annonce qu'elle accepte de négocier par entreprise. C'est donc l'acceptation, avant que la grève ne commence, des 40 ans de cotisation et le choix de ne discuter que de mesures de compensation. Le coup médiatique auprès de la partie de l'opinion publique hostile à la grève est secondaire dans cette opération. Le point clef c'est que la CGT accepte les 40 ans avant le début de la grève. Bien sûr, la CGT n'a pas été pire que les autres confédérations. Elles étaient toutes d'accord pour se battre en retrait. L'unité était maintenue ! Quel intérêt l'Unité lorsqu'elle se fait sur un renoncement avant la lutte.

Je pourrais multiplier les exemples mais ce serait allonger inutilement cet article. La conclusion doit être tirée sans se mettre un bandeau sur les yeux. La direction de la CGT a choisi une stratégie : chercher les accords avec le patronat et le gouvernement avec un minimum de lutte, avec une unité de sommet avec les autres centrales syndicales et en particulier la CFDT.

Deux interrogations doivent à ce stade être posées. La CGT brade-t-elle systématiquement l'intérêt des salariés ? Quelle est la raison de ce choix stratégique ?

A la première question, je pense qu'il faut répondre non. La CGT ne brade pas forcément toujours l'intérêt des salariés. Elle agit au mieux en fonction des situations et surtout de ces choix politiques. On ne peut pas expliquer l'attitude de la CGT par une sorte de lâcheté qui la conduit à trahir. Tous les choix ne s'expliquent pas de la même façon, ce que certains militants critiques font souvent. L'adhésion à la CES et à la nouvelle Internationale ne s'explique pas simplement par une attitude réformiste. Ne soyons pas paranoïaques ! Si la CGT veut peser sur le syndicalisme international, elle ne peut pas se tenir en dehors de ces structures et rester complètement isolée ou présente dans des organisations peu représentatives. De même pour la

préparation de la loi sur la représentativité syndicale, il n'est pas juste de dire que les positions de la CGT sont contraires à l'intérêt des salariés. Le fait que la représentativité syndicale soit déterminée par les salariés et non plus par le pouvoir politique est conforme à l'intérêt des salariés. En matière de représentativité, le gouvernement et le Medef acceptent des propositions de la CGT non pas parce qu'elles sont scélérates pour les salariés mais parce qu'ils sont prêts à faire des concessions pour encourager un peu plus la CFDT et la CGT dans des stratégies qui leur conviennent.

La question sur les raisons du choix syndical stratégique de la CGT est plus difficile à traiter. Pourtant, il apparaît assez clairement dans certaines occasions. La CGT a renoncé à combattre le système capitaliste même si elle dénonce ses excès. C'est assez clair dans les textes de congrès de la Confédération et encore plus dans ceux de l'UGICT. Je vous renvoie à leur lecture. Mais surtout, la direction de la CGT s'inscrit systématiquement dans une démarche « réaliste » d'union de la gauche autour du PS, tout en souhaitant que ce parti gauchisse un peu ses positions. Cette orientation implique de ne pas chercher à mettre en place un autre système socio-économique que le capitalisme puisque le PS se veut un bon gestionnaire de ce système et que les candidats favorisés pour sa Direction se réclament du libéralisme. Elle implique aussi la recherche de compromis avec le pouvoir et le patronat sur les grandes questions auxquelles est confrontée la société française. Par exemple sur la question des retraites puisque le PS est pour l'allongement de la durée de cotisations pour équilibrer les comptes. On saisit alors pourquoi la CGT s'est comportée comme je l'ai rappelé ci-dessus sur la question des retraites. Elle a laissé les confédérations réformistes signer avec le MEDEF, l'accord sur le contrat de travail sans alerter les salariés. Un simple appel de la CGT à venir manifester au siège du MEDEF aurait empêché les autres confédérations de parapher un texte donnant encore plus de pouvoir au patronat pour imposer aux salariés ses conditions de travail. Il faut aussi ne pas mettre en péril l'actuelle construction européenne puisque c'est la voie choisie par le PS. Mais, il y a, parfois, des désaccords dans les rangs. Les partenaires politiques potentiels du PS ont parfois des intérêts divergents avec ce parti comme ce fût le cas à l'occasion du référendum sur la Constitution européenne. Les contradictions sont alors apparues dans la Direction confédérale. Tout le monde a pu le constater lors de la réunion de la CE confédérale qui a dû choisir la position de la CGT sur le référendum. La majorité de la CE n'a pas suivi le Secrétaire Général et le désaccord est devenu

public. Ne soyons pas naïfs, cet affrontement révèle sans équivoque que la question première pour la Direction confédérale est l'orientation politique stratégique de la CGT. Pour « Reflexions », le choix politique de la CGT doit être combattu car nous pensons, d'une part, qu'il faut un autre système

socio-économique que le capitalisme et que d'autre part, la recherche de compromis avec le pouvoir en dehors des luttes, fût-il un pouvoir PS, ne peut que défavoriser les salariés.

Michel Pierre

A quoi sert le Grenelle de l'environnement ?

Le Grenelle de l'environnement avait pour but, soit disant, de maîtriser les impacts environnementaux des activités humaines. Mais sa composition jetait un doute sur ses intentions. Si le patronat et les organisations syndicales étaient invités, les scientifiques en étaient écartés, les associations écologistes qui n'ont aucune légitimité étaient sur représentées. Le déroulement et les conclusions du Grenelle ont montré quels en étaient les buts réels.

N Hulot fut l'initiateur de cet évènement. Sa fondation éponyme peut être qualifiée de fondation d'Etat puisqu'à son Conseil d'Administration siègent le représentant du Ministère de l'Intérieur, celui de l'Agriculture et celui de l'Environnement ainsi qu'un patron d'une entreprise de communication (le mouvement des associations écolo est très lié aux entreprises de communication qui font leur beurre avec les entreprises capitalistes). Parmi les financiers de la fondation, nous trouvons TF1 (à nouveau la communication), l'Oréal, EDF. Par la fondation Hulot, le capital et l'Etat intègrent la mouvance écologiste à leur stratégie.

La majorité des problèmes d'environnement est la conséquence des activités industrielles. Mais Mme Laurence Parisot l'a bien signifié au début du Grenelle, le patronat est pour la préservation de l'environnement mais ceci ne peut se faire au détriment de la compétitivité des entreprises ! Que reste-t-il donc à traiter ? De nos habitudes de consommation tout simplement. Les associations de l'environnement n'étaient pas venues là pour autre chose ! Leur rengaine est connue, nous consommons trop ! Encore fallait il les faire venir autour de la table. Ce fut l'interdiction programmée à l'avance du maïs Mon810 qui scella le compromis avec le gouvernement. N Kosciusko-Morizet représentante au gouvernement de l'écologie fondamentale avait tout fait pour cela. C'est elle qui a piloté rapport du sénateur Legrand. En échange, le nucléaire civil fut laissé de côté, grâce au travail de N Hulot auprès des associations écolo. Ce n'est pas pour rien que sa fondation est

financée par EDF. Les organisations syndicales n'ont fait qu'accompagner, le numéro de duettistes des associations et du gouvernement. On est en train de nous faire, un *remake* du rapport de 1972 « *Halte à la croissance* » du club de Rome. Il faut réduire notre consommation, modifier nos habitudes, accepter de payer plus pour produire plus écologique. Il ne semble pas que les organisations syndicales de salariés se soient beaucoup démarquées de ce discours. Mais le Grenelle avait un but fondamental. Le capital est en recherche permanente de nouveaux marchés. Le développement durable est la couverture idéologique du marché de « la défense de l'environnement ». Dans le cadre d'une économie mondialisée, les normes techniques représentent un enjeu stratégique. Il est essentiel que les entreprises à base française soient les mieux placées sur ce marché. Les associations écolo sont les VRP de cette politique en nous encourageant à acheter tels produits, à renouveler nos matériaux, à recourir à de nouveaux procédés, etc... afin de polluer moins, de consommer moins. Les associations environnementalistes sont devenues des partenaires institutionnels du pouvoir politique. Si au nom de la défense de l'environnement, de la lutte contre le réchauffement climatique le capital arrivait à vendre ses technologies au pays émergents, quelle aubaine !

Qu'importe si cela produit plus de gaz à effet de serre ! Qu'importe si cela revient plus cher à la société !

L'imposture des énergies renouvelables

L'électricité produite par les éoliennes et le photovoltaïque est très chère. Les éoliennes et le photovoltaïque accroissent, contrairement au nucléaire, la production de gaz à effet de serre (GES). Les besoins d'énergie pour réguler la température sont les plus élevés en hiver (chauffage) et en été (climatisation) dans des périodes ou les situations anticycloniques, avec des vents faibles, sont dominantes. En hiver, les périodes diurnes sont les plus courtes. Les rendements de l'éolien et du photovoltaïques sont

donc faibles. Les parcs éoliens et photovoltaïques sont de ce fait doublés par des centrales thermiques classiques (charbon, gaz, fuel) productrices de GES assurant la production d'énergie en continu. Le Danemark, premier producteur d'énergie éolienne, est le premier pollueur d'Europe avec ses centrales thermiques. La vente d'électricité éolienne ou photovoltaïque est une manne pour les groupes privés. Qui paye la différence entre le prix d'achat et le prix de vente du courant ainsi produit si ce n'est le consommateur qui achète son courant à EDF à un tarif qui inclut un service appelé « contribution au service public de l'électricité ». Regardez votre facture !

Les ampoules basses consommation

Selon un engagement du Grenelle de l'environnement les ampoules à incandescence auront disparu des magasins d'ici fin 2012. Dès maintenant les consommateurs sont fortement incités à acheter des ampoules basses consommation avec deux arguments forts, elles consomment moins, elles durent plus longtemps. Seulement, elles coutent beaucoup plus cher jusqu'à 5 fois, et ... elles éclairent moins !!! Petit détail soigneusement passé sous silence par tous les écologistes, elles contiennent du mercure. (Attention si elles se cassent, surtout après utilisation, aérer bien la pièce et ramasser les morceaux avec des gants épais). La présence de mercure oblige à recycler ces ampoules, ce qui revient plus cher à la société !! Mais ce n'est pas le problème des fabricants d'ampoules, ils dégageront bien plus de marges avec les ampoules basse consommation qu'avec les modèles à incandescence. Nous devons donc rapporter les ampoules basses consommation chez les commerçants. Qui le fera ? La plupart d'entre elles soient des millions finiront au mieux dans le container à verre ou elles se casseront ou à la décharge avec leur poison. Vous avez dit environnement !!

Le logement

Pour les professionnels de la construction, les nouvelles normes qui réduisent les déperditions d'énergie représentent un Eldorado. Mais l'essentiel des bâtiments qui existeront dans les vingt prochaines années est déjà construit. Or adapter ceux qui existent pour qu'ils réduisent fortement leur consommation d'énergie nécessite des travaux demandant un investissement considérable. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement va prélever 850 millions d'euros/an sur le 1% logement pour aider à la rénovation du logement.

En conclusion

L'écologisme a l'avantage de nous faire passer comme naturelles des décisions qui sont en fait purement politiques. Les intérêts du gouvernement et ceux des associations écolo se rejoignent. Il s'agit pour les uns comme pour les autres de nous faire accepter l'idée de sacrifices. Ce sont deux idéologies totalitaires qui se rejoignent. Celle de l'Etat capitaliste qui veut contraindre les citoyens à encore plus de sacrifices et celle de l'écologisme qui veut modifier nos comportements jusque dans la sphère privée. Pour les uns comme pour les autres tout repose sur la contrainte. L'Etat comme l'écologisme veulent des citoyens soumis. Logique, puisque tous deux sont l'expression des intérêts capitalistes. Les associations écolo françaises sont des filiales de multinationales environnementalistes financées par les groupes capitalistes mondialisés et par les Etats pour certaines d'entre elles.

Les idées dominantes sont celles de la classe dominante, n'est ce pas ! La pseudo science de Greenpeace, WWF, les amis de la terre, etc... est reprise en boucle par l'ensemble des médias et de la presse. Mais tout cela repose sur quoi ? Le rôle de l'activité humaine dans le réchauffement ! Mais ceci est il vraiment démontré ?

Nous y reviendrons plus en détail dans le prochain numéro.

MG

Palestine : un ou deux Etats

En cette année du 60e anniversaire de la création d'Israël, beaucoup de questions se posent. D'autant plus que le siège inhumain de Gaza et la tentative des E.U. et des puissances occidentales de faire capituler le peuple palestinien –qui a osé voter pour le Hamas -en l'affamant, éloignent, en

fait, les perspectives de paix. Il ne semble pas que l'élection d'Obama change beaucoup la stratégie américaine qui fait tant de dégâts au proche et moyen orient.

Israël, voilà un Etat qui a été créé de toutes pièces par les grandes puissances sur un territoire déjà habité par une majorité de population non juive,

dont on n'a tenu aucun compte, pas plus d'ailleurs que des Etats de la région. Des centaines de milliers de palestiniens furent chassés de leur terre, des centaines de villages furent détruits ; les camps où vivent, entassés, des milliers de réfugiés attendant le retour, existent toujours. L'Holocauste ne fut qu'un prétexte et les arrières pensées, notamment d'en faire un point d'appui au profit de telle ou telle puissance, ne manquèrent pas.

Depuis 60 ans, la création de cet Etat a engendré une instabilité majeure dans la région. Les guerres ont succédé aux guerres. Les pays arabes, au delà des paroles plus ou moins vigoureuses, ne firent rien d'efficace ni de bien sérieux pour mettre en échec cette création. Les puissances dominantes lui apportèrent leur aide, y compris en armement, pour aider les israéliens à résister aux assauts plus ou moins réels des pays arabes mécontents.

Après 60 ans, où en sommes nous ? La situation en Palestine joue un rôle important dans l'instabilité du monde. La région du Proche Orient est plus déchirée que jamais. Les Palestiniens sont les grandes victimes de l'opération. A l'horreur de l'Holocauste, on a ajouté leurs souffrances et leur humiliation.

Cependant, on ne cesse de part et d'autre de parler de négociations.

En fait rien n'avance, car en fait on nous joue depuis longtemps une farce.

Les « négociateurs » se rencontrent, se donnent l'accolade, créent des groupes de discussion, tiennent des conférences de presse, font des déclarations, mais rien ne sort de toute cette mise en scène ; on amuse la galerie ; on donne bonne conscience à la communauté internationale à un coût zéro pour Israël qui continue d'annexer, de judaïser Jérusalem...

Pourquoi cette farce ?

En fait chacun y trouve son intérêt, sauf évidemment le peuple palestinien et les autres peuples.

Les dirigeants israéliens ont besoin de présenter un « agenda pour la paix » afin de gagner du temps, de continuer leur politique du fait accompli et d'annexion et de créer des illusions avant les élections en Israël. Le mythe de l'Etat israélien, Etat des juifs persécutés, est passablement écorné. Israël apparaît de plus en plus pour ce qu'il est, un état colonisateur avec tout ce que cela peut représenter au point de vue de l'horreur, un Etat qui n'est même pas épargné par la corruption, comme l'ont montré les dernières « affaires », vite étouffées, qui ont mis en cause Olmert et son entourage .

Bush , en fin de mandat, aurait voulu partir avec un résultat à son actif sur le Proche Orient, le "pauvre" Mahmoud Abbas qui ne survit, les Américains aidant, que, parce qu'il fait semblant de croire au « processus de paix », à Annapolis entre autre, aussi.

En fait, Israël sait très bien ce qu'il veut : à différentes époques, le mouvement sioniste a tracé des cartes de l'Etat juif... à géométrie variable, suivant les périodes. Après la première guerre mondiale, il a soumis à la Conférence de paix la carte d'un Etat juif s'étendant du fleuve Litani au Liban jusqu'à El-Arish dans le désert du Sinaï . L'emblème de l'Irgoun copiait les frontières du mandat britannique des deux côtés du Jourdain ; certains du groupe Stern distribuaient une carte de l'empire israélien qui comprenait la Jordanie, le Liban, une grande partie de la Syrie et de l'Egypte etc... Le mouvement sioniste a pour conception un Etat qui s'agrandit sans cesse selon son pouvoir démographique, militaire et politique. D'ailleurs, Ben Gourion, un des dirigeants du mouvement sioniste juif, avait refusé d'inclure dans la déclaration d'indépendance la moindre mention des frontières. Israël n'a jamais eu l'intention de s'en tenir aux tracés des frontières fixés par la résolution de l'Assemblée générale des nations Unies du 29 novembre 1947. Les dirigeants israéliens tolèrent (sic) les colonies dites "illégalles " Remarquons que les Etats-Unis ont accepté cette démarche. Certes Bush a proposé un Etat palestinien, mais un Etat "aux frontières provisoires", une nouveauté en droit international ! La philosophie des dirigeants israéliens a été très bien définie par Dayan dans son discours à la jeunesse juive, en août 1968 : « votre tâche est d'apporter votre pierre pour étendre les colonies pendant toute votre vie et non de dire : nous avons fini ». Tant que les dirigeants israéliens ne diront pas clairement : « nous avons terminé le chapitre de l'extension et de la colonisation », il n'y aura pas de pause.

Pour cela, il faut au moins se mettre d'accord sur une frontière entre deux Etats. En fait le temps presse aussi pour Israël, car la conception de deux Etats est en train de prendre un « coup de vieux », à la réalisation quasi impossible étant donné l'état des lieux, au profit de l'idée de la création d'un seul Etat sur le territoire de la Palestine avec des citoyens égaux en droits et devoirs quelle que soit leur ethnie ou leur religion. Mais ça ce n'est pas pour demain !

René Malzieu